

Nous connaissons les pressions exercées sur les simples députés. Nous savons ce qu'ils pensent à propos du peu d'occasions qu'ils ont d'exprimer leur opinion sur les questions soulevées à la Chambre. Nous ne leur en demandons pas beaucoup plus parce qu'ils attendent tous impatiemment de participer au débat et de parler pendant cinq ou dix minutes de la question à l'étude. Ils savent que s'ils sont bons garçons, ils seront peut-être nommés secrétaires parlementaires ou même ministres. Mais ce n'est là qu'une entrée en matière. Venons-en au fait.

Je regrette vivement que le gouvernement déroge gravement aux préceptes et concepts traditionnels du libéralisme. Ceux qui s'intéressent au Parlement devraient regarder faire ce groupe de prétendus technocrates qui veulent que le Parlement adopte tout en vitesse et cherchent à s'en débarrasser, car cela ennuie le gouvernement d'avoir des députés qui discutent de ses politiques; cela ennuie le cabinet d'avoir, par exemple, une période des questions. Mais c'est pourtant le rôle du Parlement. L'exercice du pouvoir sans opposition a quelque chose de malsain et de peu satisfaisant.

Le plus étonnant au sujet de cette motion, c'est qu'elle ne témoigne absolument pas de l'inefficacité de la Chambre. Tous les députés de ce côté-ci qui ont participé au débat ont essayé de faire des suggestions, de signaler les lacunes que nous avions constatées dans la loi. Nous discutons de questions économiques sur la demande de nos électeurs. C'est de cela qu'il est question dans la majeure partie du courrier que je reçois. Je ne sais pas si les députés de l'autre côté reçoivent ce genre d'instances de la part de leurs électeurs.

Si le gouvernement pouvait agir à sa guise, nous parlerions pendant cinq ou six minutes, nous passerions brièvement en revue une liste de lois et nous lui laisserions le champ libre pour qu'il puisse faire ce que bon lui semble. Mais n'est-ce pas notre rôle de présenter des suggestions en vue d'améliorer les lois? C'est là le rôle d'un député. Même si les membres de l'exécutif font partie du Parlement, c'est à eux de proposer des lois et c'est à nous de les critiquer et de proposer les changements qui, selon nous, s'imposent.

Comme j'ai commencé à le dire il y a un instant, ce qui est incroyable, c'est que la motion à l'étude, qui tend à mettre fin à l'étude de ce bill, ne témoigne nullement de l'inefficacité de la Chambre. Elle montre la façon désordonnée dont le cabinet gère ses affaires et dont se déroulent les travaux de la Chambre. Ce serait risible si ce n'était grave.

Le budget a été présenté en mars dernier. Nous avons terminé la session et c'est seulement maintenant qu'on nous présente les bills fiscaux découlant de ce budget. On peut vraiment se demander quelle stratégie suit le gouvernement, quel programme législatif il a en vue pour nous permettre de l'évaluer comme il faut.

La réponse, je le crains, est que le gouvernement n'a aucune idée de ce qu'il fait. Il passe d'un bill à l'autre sans raison

apparente. Il attend apparemment que le sénateur Keith Davey soit prêt à conseiller le premier ministre sur les avantages de telle ou telle option par rapport à telle autre. C'est le comble de l'irresponsabilité avant tout de présenter si tard une mesure législative si importante et de dire ensuite qu'il faut l'adopter d'urgence.

Je remarque que le leader et le leader adjoint viennent de quitter la Chambre après avoir fait leurs petits discours. Ils ne s'intéressent plus beaucoup à ce qui se passe maintenant parce qu'ils savent que les députés d'arrière-ban en face appuieront tout ce qu'on leur propose. Mais s'il est urgent d'adopter ce bill, que le leader à la Chambre nous donne une idée des mesures législatives qu'on entend présenter pour que nous puissions savoir exactement quels sont les programmes du gouvernement et quelles mesures il estime importantes. Mais qu'il n'impose pas une motion de clôture pour mettre fin au débat contrairement à ce que souhaitent la plupart des Canadiens qui veulent que nous discutons des questions économiques.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Les députés ministériels rient. Ils rient, bien sûr, parce qu'ils ont tendance à rejeter tout ce qui est important. La population veut que nous discutons des questions économiques. Si les ministériels considèrent l'économie comme une question de deuxième ou troisième ordre, ils vont continuer à appuyer le gouvernement. S'ils considèrent que les droits des députés sont sans importance, ils vont évidemment appuyer le gouvernement.

● (1632)

Tout ce que je peux leur dire c'est que nous aurions vraisemblablement pu terminer ce débat. Cette motion nous fait perdre du temps. Nous aurions pu entendre des députés parler du bill à l'étude et en finir d'ici à la fin de la semaine. Nous aurions pu discuter la question à fond. Cette motion démontre encore une fois que le gouvernement et le ministre des Finances n'ont aucun respect pour la Chambre des communes.

[Français]

M. Peter Stollery (Spadina): Monsieur l'Orateur, pendant quelques minutes j'aimerais simplement parler sur les contradictions dans l'attitude de l'opposition, qui devient de plus en plus ridicule dans ses abus du Règlement de la Chambre des communes.

J'ai devant les yeux le nom des personnes qui ont pris la parole sur le bill C-11 depuis neuf jours. En effet, 27 progressistes conservateurs ont prononcé des discours. Environ 50 discours en tout ont été prononcés à la Chambre sur ce projet de loi. A mon avis il devient honteux que les affaires du peuple canadien ne puissent être traitées à la Chambre des communes, ou du moins ne puissent franchir les étapes.